

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 RÉFÉRENCES
- .1 U.S. Environmental Protection Agency (EPA)/Office of Water.
 - .2 EPA 832/R-92-005-92, Storm Water Management for Construction Activities, Chapter 3.
 - .3 Ontario Environmental Protection Act
 - .4 Canadian Environmental Protection Act
 - .5 Transportation of Dangerous Goods Act
 - .6 City of Ottawa Sewer Use By-law No. 2003 – 514.
- 1.2 BASE POUR PAIEMENT
- .1 Le montant forfaitaire doit couvrir l'ensemble des travaux, des matériaux et des équipements pour effectuer le travail..
- 1.3 DÉFINITIONS
- .1 Pollution et dommages à l'environnement : présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel ou historique de l'environnement.
 - .2 Protection de l'environnement : prévention/maîtrise de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction. La prévention de la pollution et des dommages à l'environnement recouvre la protection des sols, de l'eau, de l'air, des ressources biologiques et culturelles; elle comprend également la gestion de l'esthétique visuelle, du bruit, des déchets solides, chimiques, gazeux et liquides, de l'énergie rayonnante, des matières radioactives et des autres polluants.
- 1.4 FEUX
- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier ne sont pas permis.
- 1.5 ÉLIMINATION DES DÉCHETS
- .1 Sauf autorisation expresse du Représentant du Ministère, il est interdit d'enfouir des déchets et des matériaux de rebut sur le chantier.
 - .2 Il est interdit d'éliminer des matériaux de rebut ou des matériaux volatils comme les essences minérales, les huiles ou les diluants à peinture en les déversant dans un cours d'eau, un égout pluvial ou un égout sanitaire.
- 1.6 DRAINAGE
- .1 Prévoir un plan de mesures contre l'érosion et contre le transport de sédiments, indiquant les moyens qui seront mis en oeuvre, y compris la surveillance des travaux et la production de rapports, afin de s'assurer que ces mesures sont conformes aux lois et aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux.
 - .2 Assurer le drainage et le pompage temporaires, nécessaires pour garder les excavations et le chantier à sec.

- .3 Il est interdit de pomper de l'eau contenant des matières en suspension vers un cours d'eau, un réseau d'égout ou un système d'évacuation ou de drainage.
 - .4 Assurer l'évacuation ou l'élimination des eaux contenant des matières en suspension ou des substances nocives conformément aux exigences des autorités locales.
- 1.7 PROTECTION DES ARBRES
- .1 L'Entrepreneur doit mettre en œuvre les moyens appropriés et nécessaires afin d'éviter tout dommage (de nature physique ou chimique), de quelque façon que ce soit, aux arbres à protéger et à préserver. Ceci inclut également les rejets atmosphériques émis par les tuyaux d'échappement des moteurs des équipements et des véhicules.
 - .2 À cet effet, il appartient à l'Entrepreneur et aux sous-traitants de prendre pleinement connaissance de la situation des lieux et de la localisation réelle dans l'espace de la cime, du tronc et des racines des arbres.
 - .3 Il est interdit à l'Entrepreneur et aux sous-traitants de fixer de quelque manière que ce soit un objet quelconque sur les arbres ou de marquer ceux-ci avec de la peinture.
 - .4 Assurer la protection des arbres, des plantes et des zones engazonnées sur le chantier et sur les propriétés adjacentes, aux endroits indiqués. Aucun travaux ou entreposage de matériaux ne devra avoir lieu sous la cime des arbres. Aucuns travaux, entreposage ou circulation ne devront avoir lieu à l'extérieur du périmètre des travaux.
 - .5 Entourer les troncs d'arbres des arbres identifiés au plans ou identifiés par le Représentant du Ministère, avec des pièces de bois installées à la verticale, de 1,8 mètres de hauteur depuis le niveau du sol fini, et maintenues en place avec une courroie d'acier.
 - .1 Pour les arbres avec un DHP (diamètre à hauteur de poitrine) de moins de 15cm, utiliser des pièces de bois de: 2" x 3". L'espacement permis entre chaque pièce de bois ne peut excéder 3 centimètres.
 - .2 Pour les arbres avec un DHP (diamètre à hauteur de poitrine) de plus de 15cm, utiliser des pièces de bois de: 2" x 4". L'espacement permis entre chaque pièce de bois ne peut excéder 3 centimètres.
 - .3 L'Entrepreneur doit installer entre le tronc et les pièces de bois une couche protectrice et doit obtenir l'approbation du Représentant du ministère pour ce matériau avant son installation.
 - .6 La signalisation ne doit jamais être placée sur les arbres. Les fils électriques ou autres ne doivent jamais passer à travers les arbres.
 - .7 Au cours des travaux d'excavation et de terrassement, protéger jusqu'à la ligne d'égouttement les racines des arbres désignés, afin qu'elles ne soient pas déplacées ni endommagées. Éviter de circuler et de décharger ou d'entreposer des matériaux inutilement

au-dessus de la zone radiculaire des arbres protégés.

- .8 Réduire au minimum l'enlèvement de la terre végétale et de la végétation. N'enlever que les végétaux désignés par le Représentant du Ministère. Se référer aux plans et devis pour les indications sur la végétation à conserver et à enlever. Toutes les souches sont à conserver. Une identification précise des arbres à abattre et à élaguer sera effectuée sur le chantier. Tous les arbres qui ne sont pas identifiés comme étant à abattre sont à protéger.
- .9 Le travail, le stockage ou la circulation ne devraient jamais être tenues au-delà de la limite du contrat.
- .10 L'Entrepreneur devra protéger tous les Juglans cinera (Noyers cendrés) de dommages possibles sauf ceux étant indiqués comme à abattre aux plans et devis. L'habitat d'importance des noyers cendrés est généralement défini par un rayon d'au moins 25 mètres autour du tronc des spécimens de Juglan cinera (Noyer cendré) à conserver. En vertu de la Loi sur l'aménagement du territoire et de la Déclaration de principes provinciale, aucune répercussion négative n'est permise dans l'habitat d'importance d'espèces en voie de disparition ou à proximité de celui-ci. Tout empiètement sur cette marge de reculement de 25 mètres doit être appuyé par l'autorisation du Représentant du Ministère.
- .11 L'Entrepreneur devra respecter les normes en vigueur pour disposer des branches et du bois de frêne.
- .12 L'Entrepreneur devra recouvrir les souches des Juglans cinera (Noyers cendrés), Fraxinus (Frênes) et Ulmus americana (Orme d'Amérique) ayant été abattus de 30cm de terre végétale.
- .13 En cas de bris de branches lors des travaux, toute branche endommagée devra être coupée sur avis favorable du Représentant du Ministère, et aussi selon ses instructions.
- .14 Dans aucun cas il n'est permis d'attacher la clôture aux arbres.
- .15 Aucun démontage des clôtures n'est toléré avant l'achèvement des travaux.
- .16 L'emploi de produits de recouvrement sur les surfaces de coupes ou les plaies ou les blessures est interdit.
- .17 Toutes les mesures et ouvrages de protection et de conservation des arbres qui sont décrits dans cette section du devis et sur les plans doivent être maintenues en bonne condition par l'Entrepreneur durant toute la durée des travaux de construction.
- .18 Le Représentant du Ministère est la seule personne compétente pour juger de la nécessité ou non concernant l'application des mesures de protection ainsi que de la durée où celles-ci sont requises.

- .19 En cas de bris d'un ouvrage quelconque de protection, l'Entrepreneur devra réparer celui-ci dans les plus brefs délais.
- .20 Le Représentant du Ministère s'assurera du maintien des ouvrages de protection des arbres et du respect des consignes décrits dans ce devis par un suivi régulier du chantier. Au besoin, le Représentant du Ministère pourra émettre des directives qui devront être appliquées conformément par l'Entrepreneur général et ses sous-traitants.
- .21 L'ensemble des ouvrages de protection des arbres devront être retirés une fois seulement l'ensemble des travaux de construction et de paysagement complétés.
- .22 Le retrait des ouvrages de protection devra se faire de manière à ne causer aucun dommage aux arbres et au milieu boisé à proximité.
- .23 Le retrait des ouvrages de protection devra être effectué sous la supervision du Représentant du Ministère.
- .24 L'Entrepreneur sera responsable d'assurer la disposition des matériaux provenant des différentes infrastructures temporaires de protection des arbres, le tout selon les règlements, normes et lois en vigueur. L'ensemble des frais sont à la charge de l'Entrepreneur.
- .25 Tout déversement sur ou dans le sol de substances nocives à la santé des arbres et autres végétaux est interdit en tout temps.
- .26 L'utilisation desdites substances employées pour l'élimination de plantes indésirables est interdite en tout temps.
- .27 En aucune circonstance l'Entrepreneur ne pourra faire usage de sel ou de tout autre matière comme abat-poussière et ce durant toute la durée des travaux.
- .28 L'Entrepreneur sera tenu de reprendre à ses frais des travaux qu'il aura exécutés de façon non conforme en relation avec les clauses inscrites sur les plans et dans la présente section du devis.
- .29 Le Représentant du Ministère vérifiera régulièrement afin que les travaux soient effectués en conformité avec les clauses inscrites sur les plans et dans la présente section du devis.
- .30 À chaque fois qu'il y aura déversement de terre, béton, eau de pompage, de substances nocives ou de produits chimiques quelconques (liquide, gazeux ou solide) près d'arbres à préserver, le Représentant du Ministère exigera la mise en œuvre des mesures correctrices nécessaires pour remédier à la situation, aux frais de l'Entrepreneur.
- .31 À chaque fois qu'il y aura circulation de machinerie ou encore dépôt ou entreposage de matériaux ou d'équipements – même temporairement... – en dehors des zones désignées à cette fin sur

- les plans, le Représentant du Ministère exigera la mise en œuvre des mesures correctrices nécessaires pour remédier à la situation, aux frais de l'Entrepreneur.
- 1.8 DOMMAGES AUX ARBRES .1 À chaque fois qu'il y aura dommage à un arbre à préserver, le Représentant du Ministère exigera la mise en œuvre des mesures correctrices nécessaires pour remédier à la situation ou encore calculera la valeur des dommages subis, aux frais de l'Entrepreneur.
- 1.9 TRAVAUX EXÉCUTÉS À PROXIMITÉ DES COURS D'EAU .1 En tout temps éviter l'écoulement de matériaux et produits dans le cours d'eau.
- .2 Se conformer aux normes et règlement en vigueur pour les travaux et produits utiliser en rive d'un cours d'eau.
- 1.10 PRÉSERVATION DU CARACTÈRE HISTORIQUE/ARCHÉOLOGIQUE .1 Protéger en accord avec la section 013591 – Mesures de projection pour site historique.
- .2 L'Entrepreneur doit protéger le muret de soutènement situé en haut et au bas du talus, les vestiges de Lover's Walk, le muret périmétrique nord, le sentier périmétrique nord en pierre, l'escalier, les monuments, le mobilier, les bâtiments, les panneaux de signalisation ou d'interprétation et les affleurement rocheux ainsi que tous les éléments mentionnés aux plans et devis.
- .3 Aucun travaux permanent ou temporaires ne doivent affecter les éléments à protéger dans leur apparence et leur stabilité. L'Entrepreneur ne doit en aucun cas s'ancrer, déposer des matériaux ou altérer les éléments à protéger.
- 1.11 PRÉVENTION DE LA POLLUTION .1 Entretenir les installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu du présent contrat.
- .2 Assurer le contrôle des émissions produites par l'équipement et l'outillage, conformément aux exigences des autorités locales.
- .3 Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Supprimer la poussière sur les chemins temporaires.
- 1.12 AVIS DE NON-CONFORMITÉ .1 Un avis de non-conformité écrit sera émis à l'Entrepreneur par le Représentant du Ministère chaque fois que sera observée une non-conformité à une loi, un règlement ou un permis fédéral, provincial ou municipal, ou à tout autre élément du plan de protection de l'environnement mis en œuvre par l'Entrepreneur.
- .2 Après réception d'un avis de non-conformité, l'Entrepreneur doit proposer des mesures correctives au Représentant du Ministère, et les mettre en œuvre avec l'approbation de ce dernier.
- .1 Ne prendre aucune mesure avant réception de l'approbation écrite du Représentant du Ministère.

- .3 Le Représentant du Ministère ordonnera l'arrêt des travaux jusqu'à ce que des mesures correctives satisfaisantes soient prises.
- .4 Aucun délai supplémentaire ni aucun ajustement ne seront accordés pour l'arrêt des travaux.

PARTIE 2 – PRODUITS

2.1 PRODUITS

- .1 L'entrepreneur doit prévoir la signalisation et les mesures requises temporaires pour protéger la végétation durant la durée des travaux.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 MISE EN OEUVRE

- .1 Aucuns travaux ne devront avoir lieu au delà des limites des travaux.

3.2 NETTOYAGE

- .1 Nettoyage conforme à la section 017411 – Nettoyage
- .2 Élimination des déchets: trier les déchets conformément à la section 017421 - Gestion et élimination des déchets de construction/démolition
- .3 S'assurer que les voies publiques, les égouts pluviaux et sanitaires restent libres de déchets et de matières volatiles.

***** FIN DE LA SECTION *****